

MINISTERE DE LA SANTE,  
DE LA SOLIDARITE ET DE  
L'ACTION HUMANITAIRE

REPUBLIQUE DU CONGO  
Unité \* Travail \* Progrès

CABINET

DIRECTION GENERALE  
DE LA SANTE

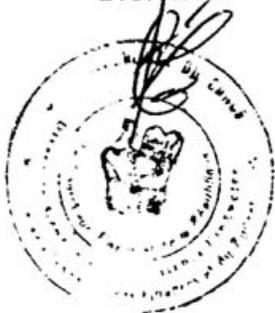
SERVICE MEDICO-SOCIAL  
CONSEIL DE SANTE

DECRET N° 2002-223 /MSSAH/CAB/DGS/SMSCS  
du 6 Juin 2002 portant attribution d'une  
indemnité de survie à Monsieur  
**LOUKAKOU Firmin Emmanuel**  
âgé de 67 ans

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT**



D.G.C.F.



Vu l'Acte Fondamental du 24 Octobre 1997;  
Vu la loi 021-89 du 14 Novembre 1989, portant Refonte du Statut Général de la Fonction Publique, instituant en son article 22 un Conseil de Santé auprès du Ministre en charge de la Santé Publique;  
Vu la loi 014-92 du 29 Avril 1992, instituant un Plan National de Développement Sanitaire;  
Vu, ensemble, les décrets N° 99-1 du 12 Janvier 1999 et N° 2001-219 du 8 Mai 2001, portant nomination des Membres du Gouvernement;  
Vu le décret N° 99-2 du 12 Janvier 1999 portant organisation des intérimis des Membres du Gouvernement;  
Vu la Circulaire N° 0110/MEFB/CAB du 21 Janvier 2002, fixant les modalités d'exécution et de contrôle du Budget de l'Etat et des Organismes subventionnés pour l'exercice 2002;  
Vu l'arrêté N° 3953/MSSAH/CAB/DGS/SMSCS du 15 Juin 2001, autorisant l'évacuation sanitaire de Monsieur LOUKAKOU Firmin Emmanuel;  
Vu le Certificat Médical en date du 24 janvier 2002, du Docteur Olivier BELLARD, Chef de Clinique Assistant en service à l'Hôpital Saint Antoine – Service de Cardiologie, certifiant que l'état de santé de Monsieur LOUKAKOU Firmin Emmanuel nécessite une prise en charge de durée indéterminée;  
Après agrément du Ministre de la Santé, de la Solidarité et de l'Action Humanitaire;

**DECRETE**

**Article 1er:** A titre exceptionnel, une indemnité de survie en France, correspondant au SMIG Français, sera allouée mensuellement à Monsieur **LOUKAKOU (Firmin Emmanuel)**, de nationalité Congolaise.

**Article 2:** Cette indemnité de survie sera réglée à l'intéressé par la paierie du Congo à Paris, durant la période des soins prolongés.

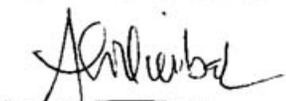
**Article 3:** Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 6 Juin 2002

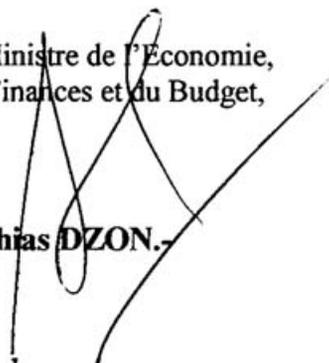
Par le Président de la République,

  
**Denis SASSOU-NGUESSO.-**

Le Ministre de la Santé, de la Solidarité  
et de l'Action Humanitaire,

  
**Dr. Léon-Alfred OPIMBAT.-**

Le Ministre de l'Economie,  
des Finances et du Budget,

  
**Mathias DZON.-**

AMPLIATIONS:

M.S.S.A.H.....	2
M.E.F.B. ....	2
D.G.B.....	4
D.G.C.F.....	2
S.G.G./B.C.....	18
AMBACONGO/PARIS.....	2
PAIERIECONGO/PARIS.....	2
SMS AMBAC/PARIS .....	2
INTERESSÉ .....	2
ARCHIVES.....	4/4

